



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société
SAPROTEC de respecter les dispositions de l'article
7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009
pour son établissement situé à DOUAI Frais Marais**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7, et L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1993, modifié le 23 décembre 2009, autorisant la société SAPROTEC, siège social : 3393, route de Tournai - 59500 DOUAI Frais Marais - à exercer une activité de traitement de surface à cette même adresse ;

Vu le rapport du 29 mai 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement établi suite à une visite d'inspection sur site le 7 mai 2015 et transmis à l'exploitant par courrier du 30 juin 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant qu'au cours de cette visite, il a été constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté du 23 décembre 2009 en raison de l'absence de clôture le long du bâtiment entretien et ce jusqu'au bâtiment de stockage facilitant ainsi un accès au site, mitoyen avec des maisons particulières, même si les bâtiments sont fermés en dehors des heures d'ouverture ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de mettre en demeure la société SAPROTEC de respecter ces prescriptions, en application de l'article L. 171-8 du code de l'Environnement, de mettre l'exploitant en demeure de respecter cette prescription ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société SAPROTEC, dont le siège social est situé 3393 route de Tournai - 59 500 DOUAI Frais Marais, est mise en demeure, pour les activités qu'elle exerce à cette même adresse, de respecter, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2009 suivantes :

« La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. »

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DOUAI ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DOUAI et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 13 AOU 2015



Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Gilles BARSACQ